

Limoges

Guingouin, l'éternel rebelle

Le « préfet du maquis », communiste convaincu dont la tête avait été mise à prix par la Gestapo dès 1941, fut l'une des plus belles figures de la Résistance. Condamné à mort par ses « amis » comme par ses ennemis, seul contre tous, il ne sera réhabilité qu'en 1959. Aujourd'hui, il n'a rien perdu ni de l'esprit de Résistance ni de ses convictions politiques.

Récit par Georges Châtain

Dans les diverses célébrations qui ont ou vont marquer le soixantenaire de la victoire sur le nazisme, il en est une qui est passée inaperçue : la commémoration du programme du Conseil national de la Résistance du 15 mars 1944. Ce programme voulait prolonger la victoire, encore à venir, par une ère nouvelle de justice et d'égalité. Soixante ans après, donc, « au moment où est remis en question le socle des conquêtes sociales de la Libération », un « Appel des résistants » exhorte « ceux et celles qui feront le siècle qui commence » à y « faire vivre les idéaux toujours actuels de démocratie économique, sociale et culturelle ». Appel signé de treize vétérans emblématiques, certains médiatiques - Lucie et Raymond Aubrac, Maurice Kriegel-Valrimont, Lise London, Georges Séguy, Germaine Tillion, Jean-Pierre Vernant -, d'autres plus discrets - Henri Bartoli, Philippe Dechartre, Daniel Cordier, Stéphane Hessel, Maurice Voutey. Et un, longtemps calomnié, puis occulté, y compris par certains de ses ex-compagnons de lutte, Georges Guingouin. Un personnage indocile sur lequel, écrivit Jean Cassou, l'un de ses rares et inconditionnels défenseurs, « l'iniquité s'est étrangement acharnée ».

Puis, après l'iniquité, vint l'amnésie. Soixante ans après, elle dure toujours. Ainsi, les combats de 1944 au plateau des Glières et au Vercors sont célébrés comme les pages les plus glorieuses et les plus sanglantes de la résistance intérieure. Le commandement allemand et Vichy mobilisèrent des forces importantes pour y écraser les maquisards : 465 partisans tués aux Glières, 674 au Vercors. Mais la bataille du mont Gargan, dirigée par Guingouin, et qui fut en Limousin d'ampleur comparable, s'acheva sur une victoire. Et pourtant le souvenir de cet épisode n'a jamais dépassé les frontières locales.

« Premier maquisard de France » dès 1941, tête mise à prix par la Gestapo, « préfet du maquis » salué par de Gaulle comme « une des plus belles figures de la Résistance », l'un des rares communistes (12 sur 1 053 récipiendaires) compagnons de la Libération, maire de Limoges, Georges Guingouin fut, moins de dix ans plus tard, jeté en prison, accusé de crimes crapuleux, victime, dans sa cellule, d'une tentative de liquidation, puis interné en hôpital psychiatrique. Il ne trouva pour le défendre, outre le noyau dur limousin, que quelques habitués des causes perdues : Claude Bourdet dans son hebdo *France Observateur*, Emile Kahn, président de la Ligue des droits de l'homme, Jean-Marie Domenach et la revue *Esprit*, François Mauriac. Et un jeune avocat, Roland Dumas, qui allait, au terme d'un marathon de cinq ans, arracher le non-lieu.

Lorsque la guerre éclate, Georges Guingouin est jeune instituteur à Saint-Gilles-les-Forêts, en Haute-Vienne, sur les flancs du mont Gargan. Il est aussi responsable communiste de cette campagne peuplée de « paysans rouges ». Mobilisé, blessé, il est

hospitalisé à Moulins. Il s'en évade lorsque, en juin 1940, la Wehrmacht investit la ville. Revenu au pays pour entrer en résistance, il ne tarde pas à se rendre compte que la ligne du Parti est encore celle du pacte germano-soviétique : « *Ni l'Angleterre avec de Gaulle, ni l'Allemagne avec Pétain.* » Il faut se garder de tout « *acte isolé* ».

Le Parti le condamne

Guingouin, donc, révoqué de l'Education nationale en tant que communiste notoire, entre en clandestinité. Il est vite jugé par la direction (clandestine, elle aussi) du Parti comme un aventurier dangereux, comme « *le fou qui vit dans les bois* » et qui, en sabotant les botteleuses, va se mettre les paysans à dos. C'est l'inverse. Car les récoltes ne peuvent plus partir pour l'Allemagne. « *Qué lo maquis qui nous baillen lo po blanc* », dit-on en Limousin (« C'est le maquis qui nous donne le pain blanc »).

La tension devient telle que le Parti missionne un tueur pour supprimer Guingouin. Tâche difficile : le meurtre doit apparaître comme le fait de Vichy et des occupants. C'est un ancien des Brigades internationales qui en est chargé, Pierre Lerouge. L'affaire tourne court. Pierre Lerouge est revenu de la guerre d'Espagne avec la malaria. Au cours d'un accès de délire chez les militants limougeaux qui l'hébergent, il révèle tout. « *Gracié* », il reste au maquis. Il y mourra dans les combats de la libération de Limoges.

Mais le Parti a la rancune tenace et ne pardonne pas l'indiscipline, même lorsqu'elle lui a été bénéfique. Dès que Limoges est libérée et que Georges Guingouin y est élu maire, sa mise à l'écart est programmée. Au premier congrès d'après-guerre, en juin 1945, il n'est pas proposé au comité central. En décembre, il perd la responsabilité de l'organisation de sa fédération. Raison invoquée : il a assez de travail avec sa mairie. Le climat se détériore. Fin 1952, Guingouin, devenu « *ennemi de la pire espèce* », est exclu.

Aussitôt, contre l'homme isolé, c'est la curée. Elle est menée par le député socialiste de Limoges, Jean Le Bail. Ce professeur, condisciple à Normale sup de Jean-Paul Sartre, Paul Nizan et Raymond Aron, n'aime pas la Résistance, « *une farce grotesque* », dit-il. L'offensive est frontale : il s'agit d'attribuer à Georges Guingouin la responsabilité de deux affaires glauques qui avaient accompagné les tumultes de la Libération... Le 4 juillet 1944, à Chamberet (Corrèze), deux hommes masqués avaient pénétré au domicile de la famille Dutheil, abattu le père (réputé s'être enrichi au marché noir), la mère et un fils de 19 ans.

Le thriller s'échafaude

La deuxième affaire s'était déroulée le 27 novembre 1945. Partis de leur village de Doms (Haute-Vienne), à pied, pour la foire du bourg voisin de La Celle (Corrèze), avec 30 000 francs en poche pour acheter une vache, l'éleveur Emmanuel Parrichout et son fils Joseph étaient retrouvés morts le lendemain sur un sentier, leurs corps criblés de plombs de chasse.

Sept ans plus tard, tout un thriller s'échafaude. L'instruction est diligentée par des magistrats et des policiers qui avaient travaillé pour Vichy et que la guerre froide a fait rentrer en grâce. Très vite, les deux affaires n'en font qu'une : c'est parce qu'ils en savaient long sur l'affaire Dutheil, et sur d'autres, que les Parrichout ont été liquidés. Un témoin, simple d'esprit et alcoolique, qui dira plus tard avoir parlé sous la pression,

affirme avoir surpris par une fenêtre, le 26 novembre 1945, Guingouin et son état-major réunis en « conseil de guerre » pour mettre au point la tuerie de Doms. La veille de Noël 1953, Guingouin, convoqué comme témoin au tribunal de Tulle, en ressort menotté. Il est incarcéré à Brive. C'est « la déroute des tueurs », exulte Jean Le Bail, qui vient de publier dans le quotidien socialiste *Le Populaire du Centre* une série « Limousin, terre d'épouvante ». Le *Courrier du Centre* évoque un « gang organisé », un « dépôt d'armes ». Le *Figaro* suppose que derrière ce « gang » se cachent « les noms des chefs communistes » qui « préparent la prise du pouvoir ». Quant au quotidien communiste régional *L'Echo*, il assure que « le gouvernement n'a fait inculper Guingouin que pour mettre notre parti dans l'embarras ».

Policiers et magistrats enquêteurs ont gardé pour le « préfet du maquis » une haine tenace. Ainsi prend forme, lorsqu'il apparaît que l'accusation n'est pas fiable et qu'une mise en liberté provisoire est imminente, la tentative de liquidation. Le 22 février 1954, les Renseignements généraux sont avertis que Guingouin s'est suicidé dans sa cellule. Un inspecteur venu constater le décès trouve le prisonnier assis sur sa couchette. ***Une erreur de timing dont on peut penser qu'elle lui a sauvé la vie. Par dépit, une demi-heure plus tard, le surveillant-chef Méron et le gardien Cueille entreront dans sa cellule et le tabasseront à coups de gourdin pendant plus d'une demi-heure. Guingouin, entre la vie et la mort, est transporté à Toulouse, à l'hôpital, puis en service psychiatrique. Rétabli en quelques semaines, il est ramené à la prison de Brive, et vite mis en liberté provisoire : le dossier d'accusation est vide.***

La suite est une longue série d'appels et de cassations. Jusqu'à ce qu'en 1959 le procureur lui-même, le substitut Thomas, conclue « ne pas comprendre qu'on ait engagé des poursuites contre Georges Guingouin ». Non-lieu, donc. Libéré, l'ancien instituteur reprend son métier dans l'Aube, dont son épouse, Henriette, est originaire.

Début 1998, le Parti communiste fait acte de repentance et « réhabilite » Georges Guingouin. « Je ne demande rien à personne, rétorque l'ancien résistant. La direction du Parti communiste fait ce qu'elle veut. Quant à moi, j'ai l'âge de la sérénité. » Il a aussi gardé celui des convictions : contre le communisme à la soviétique, il cite Rosa Luxembourg et Antonio Gramsci. Et puis il a pour lui la fidélité de sa région. Il y a déjà deux rues à son nom, l'une à Magnac-Laval, son lieu de naissance, l'autre à Eymoutiers, qui fut le centre de son combat dans la Résistance

La bataille du mont Gargan

Le mont Gargan (731 mètres), entre Limoges et Tulle, surplombe un vaste panorama de forêts, à l'écart des routes. Il a plusieurs fois dans l'Histoire servi de refuge.

Engagée depuis le débarquement du 6 juin 1944, la bataille de Normandie est encore incertaine. Elle le restera jusqu'à la percée d'Avranches, qui, le 31 juillet, rompt l'encerclement allemand. A l'intérieur, les actions de guérilla se multiplient. La montagne limousine, en état d'insurrection, subit les bombardements.

Le 14 juillet 1944, l'aviation alliée largue en plein jour, sur le mont Gargan, un parachutage massif d'armes et de munitions. L'état-major allemand décide de s'emparer de cet arsenal et d'en finir avec cette poche de résistance. Convergent alors

la colonne du général Von Jesser - 2 500 hommes, 500 véhicules, plusieurs batteries d'artillerie -, qui arrive du Cantal, le 95e régiment de la Wehrmacht, qui remonte de Brive et Tulle. Et un bataillon accompagné de deux « centaines » de la Milice française (4 000 hommes, avec des blindés et de l'artillerie) qui descendent de Limoges.

Côté partisans, la 1re brigade de marche compte, elle aussi, 4 000 hommes. Il lui faut tenir la position jusqu'à ce que l'armement parachuté soit dispersé. Elle fait sauter les ponts, obstrue les routes, transforme le mont et les villages alentour en camp retranché. L'assaut allemand est lancé le 16 juillet. Il dure une semaine. Des hameaux sont pris et repris, tandis que l'acheminement des armes se poursuit. Plusieurs bourgs se soulèvent. Le 23, les troupes allemandes se retirent. Les combats ont fait au total 342 morts allemands, 43 morts et 54 blessés graves chez les maquisards

Bibliographie

« Georges Guingouin, premier maquisard de France », de Georges Guingouin et Gérard Monédiaire (Lucien Souny, 1982).

« L'affaire Guingouin », de Michel Taubmann (Lucien Souny, 1994).

« Georges Guingouin : chemin de résistances », de Jean-Jacques Fouché, Francis Juchereau, Gérard Monédiaire (Lucien Souny, 2003)

© le point 10/06/04 - N°1656 - Page 302 - 1864 mots

LePoint
.fr